

## **20479 - Moussey.**

Canton de Réchicourt-le-Château.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1868

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

### **20479/1**

Administration générale.

1846 - 1866

Comptabilité.

Rôle de répartition des frais de curage d'une partie du Sanon et du ruisseau de l'étang (1846). Mandats de paiements de 5,30 F pour les frais d'adjudication des jeux et danses de la fête patronale (1848) et de 6 F pour l'achat d'un registre de délibérations à l'imprimeur Lepage (1848).

Personnel.

Approbation des exigences de la nouvelle institutrice concernant l'emplacement des lieux d'aisance, le logement de la sage-femme dans l'école, son jardin et l'augmentation de son traitement (1858). Démission du garde champêtre Giard et présentation de François Chérière pour le remplacer (1866).

### **20479/2**

Biens communaux.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1868

Rentes foncières.

Etat des censitaires souhaitant racheter les capitaux de leurs cens (1844). Autorisations de rachats des capitaux dus par Catherine Colin, veuve Hersot (1845, 1846) et par le commerçant Aron Levy aîné de Gélucourt (1847). Versement des sommes recouvrées pour le rachat de capitaux et état des sommes qu'il reste à payer (1848). Sursis pour le rachat des capitaux dus par Jeanne Brablin, Etienne Colin et François Marchal et insolvabilité de Rémy Venet et Catherine Gaudel, veuve Sontag (1849, 1850).

Aliénations.

Autorisations de vendre les excédents de largeur provenant du redressement du chemin de grande communication n° 24 (1844-1848) et acte de vente des terrains distraits de ce chemin aux propriétaires riverains (1850). Acte de vente d'un terrain vague au cultivateur Joseph Brice (1852). Vente des excédents de largeur du chemin vicinal de Moussey à Hellocourt et paiement des honoraires d'expertise (1860, 1861). Autorisation de vendre une parcelle à l'entrepreneur Marcelin Petiot dit Bertrand (1863).

Lots de portions communales.

Délibérations favorables à l'annulation du partage exécuté en vertu de la loi du 10 juin 1793 (an XII, 1806) et arrêtés préfectoraux annulant le partage et autorisant la mise en location des terrains réintégrés (1806). Etat des biens dont la commune a été réintégrée en possession (1806). Lettre au sous-préfet déclarant que les prés sont déjà mis en location (1831).

Exploitation.

Procès-verbaux d'adjudications des boues du village (1829, 1835), des jeux et danses de la fête patronale (1829-1847), des prés (1812-1846), de la pâture des chemins (1831, 1846), des boues et de la pâture des chemins (1847) et du jeu de quilles (1868).

Réseaux d'eaux.

Procès-verbaux d'adjudication des curages des ruisseaux et des fossés (1841-1847).

Forêt.

Arrêté autorisant MM. Biston, président à la cour royale de Nancy, et Pernot-Dubreuil, ancien officier de cavalerie, à racheter les droits d'usage pesant sur la forêt de Réchicourt cédée pour construire le canal de la Marne au Rhin (1845).

### **20479/3**

Bâtiments communaux.

1834 - 1867

Equipement.

Mandat de paiement de l'horloge fournie par les frères Ungerer de Strasbourg (1867). Versement d'un secours de 300 F pour l'achat du mobilier de l'institutrice (1867).

Entretien général.

Remise en état des édifices par le le menuisier Sébastien Bonaly (1846-1848).

Ecoles.

Autorisation d'achat d'une maison à l'instituteur Nicolas Marchal pour servir d'école de garçons (1834, 1835) et réparations par le menuisier Jean-Nicolas About de Lagarde (1839-1842). Achat d'une maison au tailleur d'habits Joseph-Nicolas Bourdonnay pour servir d'école de filles (1842-1844, avec Journal de la Meurthe et des Vosges, 47e année, n° 78 du 5 juin 1843).

Eglise.

Approbation du projet de restauration et de son financement par une imposition extraordinaire (1856) et attributions de secours pour financer les travaux (1856, 1857). Paiement de 300 F à l'aubergiste Jean-Pierre Petit, cessionnaire de la créance de l'entrepreneur de la restauration (1861).

Presbytère.

Délivrance d'un secours de 400 F pour financer les réparations (1855).